

A69 Toulouse-Castres : "C'est insupportable que des bobos toulousains prennent en otage tout le territoire"

l'essentiel

Alors que l'enquête publique environnementale s'ouvre le 28 novembre, dernière étape avant le lancement des travaux de la future A69 entre Castres et Toulouse, le sénateur centriste du Tarn Philippe Folliot monte au créneau pour défendre le projet.

« Elle va se faire et se fera dans les délais. Tous les clignotants sont aux verts », martèle Philippe Folliot, sénateur du Tarn, au sujet de l'autoroute entre Castres et Toulouse alors que les opposants demandent un moratoire au gouvernement sur ce projet. Dans un entretien le parlementaire centriste rappelle que le débat est clos.

Pourquoi tenez-vous à vous exprimer sur ce projet aujourd'hui ?

Ce projet, cela fait presque un demi-siècle qu'on en parle. Je l'avais personnellement relancé en janvier 2003 quand était venu Gilles de Robien ministre des transports à l'époque. La décision a été prise en 2010. Nous avons eu des débats publics, des enquêtes publiques, des concertations... Et quand j'entends certains dire qu'il faut aménager cette route sur place comme s'il ne s'était rien passé depuis 20 ans, c'est insupportable. Le Premier ministre Jean Castex est venu en septembre 2021 pour confirmer l'engagement ferme et définitif de l'Etat et donné le choix du concessionnaire.

Que répondez-vous aux arguments des opposants ?

Je voudrais rappeler que le concessionnaire est en train de développer la première autoroute du XXI^e siècle. Elle sera plus économe pour les usagers, puisque sans barrière de péage on ne s'arrête pas donc on consomme et on pollue moins. Elle sera aussi moins consommatrice d'espace. Le concessionnaire demande des subventions aux collectivités 90 % inférieures à ce qui était prévu. Le coût du péage est tout à fait raisonnable. Avec un abonnement, faire Castres-Toulouse ne coûtera pas plus cher, voire moins cher, que faire Carcassonne-Toulouse ou de faire Agen-Toulouse. Et tous les éléments vont dans le sens de la préservation de l'environnement. Sans oublier que c'est aussi un enjeu important en matière de sécurité.

On vous sent remonté...

On ne peut pas accepter que Castres- Mazamet soit la seule agglomération de près de 100 000 habitants au niveau national qui ne dispose ni d'autoroute, ni de gare TGV, ni d'aéroport international. Il y a nécessité de faire cette réalisation et de ne pas laisser penser que le droit légitime de certains à dire son opposition fasse croire qu'il y a des interrogations sur le territoire sur ce projet. L'autoroute doit se faire, elle est vitale, fondamentale pour ce territoire. Il ne faut pas laisser croire qu'il y a un quelconque débat en la matière. Cela a déjà été tranché. Ce n'est plus le temps de parler mais d'agir. La quasi-totalité des élus, les intercommunalités concernées, le Département, la Région, les trois chambres consulaires, les forces économiques, les principales centrales syndicales du Tarn, sont tous favorables à cette autoroute. La quasi-totalité des parlementaires le sont aussi. Celle qui n'est pas favorable (Karen Erodí, députée LFI de la 2^e circonscription du Tarn, NDLR) est élue d'une circonscription déjà désenclavée. C'est de l'égoïsme. J'en appelle à la solidarité territoriale, à l'égalité des bassins d'emploi et à la justice d'un développement équitable départementale. À un moment donné on ne peut pas écouter uniquement des voix minoritaires. Il faut aussi entendre ceux qui, sur ce territoire, se battent pour que nous puissions avoir cette infrastructure d'avenir. Au-delà de l'autoroute, quand des projets sont systématiquement remis en cause alors qu'ils sont soutenus et validés par des élus, cela pose la question du devenir de la démocratie locale.



Que pensez-vous des arguments environnementaux ?

Je ne vois pas en quoi cela serait attentatoire à une quelconque forme de défense de l'environnement d'avoir une autoroute qui sera parcourue par des véhicules électriques ! Je suis très sensible à toutes ces questions. Nous n'avons pas de leçon à recevoir. Il n'est pas supportable que des bobos toulousains, qui ont choisi de vivre à l'extérieur de Toulouse, prennent en otage tout un territoire et tout un bassin d'emploi. Quant à l'avis négatif de la commission nationale de l'environnement, il n'est que consultatif. Plus de 90 % des grands projets d'infrastructures sont négatifs. Elle s'oppose par définition. L'État et le concessionnaire vont prendre en compte des propositions qui sont dans cet avis. L'objectif est de s'améliorer pour être le plus vertueux possible.